

La liberté de la presse chute en Europe

Rapport Les violations de la liberté d'informer ne sont plus l'apanage des régimes autoritaires et des dictatures.

Entretien Virginie Roussel à Paris

Dans le Classement de la liberté de la presse 2017 que vient de publier "Reporters Sans Frontières", la France se situe à la 39^e place, derrière la Namibie, le Chili ou encore l'Uruguay.

Explications de Pauline Adès-Mével, responsable du bureau Europe-Balkans de RSF.

Comment la France est-elle passée de la 45^e à la 39^e place, en 2017 ?

En un an, elle regagne six places. Or, ce score n'indique pas que la situation en France s'est améliorée. Avec la 39^e place, la France retrouve son classement de 2014, c'est-à-dire un an avant la tuerie de "Charlie Hebdo" qui a provoqué une dégringolade. Sa remontée est mécanique.

Les journalistes français ne travaillent donc pas dans de bonnes conditions...

L'année a commencé avec un grand mouvement de contestation contre la loi Travail portée par Myriam El Khomri qui a conduit des millions de personnes dans la rue pendant deux mois. C'est inédit. Durant cette période, les violences policières, les difficultés à travailler des journalistes ont été assez systématiques. De Rennes à Nantes en passant par Paris, on a recueilli énormément de témoignages de journalistes, de photographes, de cameramen sur qui on a craché, qui se sont retrouvés bousculés, empêchés de travailler, frappés. Certains se sont retrouvés au poste alors qu'ils ne faisaient que témoigner.

Deuxième grand mouvement : la grève chez I-télé qui a marqué les esprits. Une centaine de journalistes

a quitté la chaîne. Il en restait vingt-cinq, après trente-et-un jours de grève. Ces journalistes ont réclamé l'indépendance de leur rédaction et n'ont pas obtenu gain de cause. Cette grève a témoigné des difficultés que rencontrent aujourd'hui énormément de journalistes face aux phénomènes de concentration. A "L'Obs", trente-neuf journalistes sont partis dans la foulée de la crise chez I-Télé. "Le Parisien" racheté par LVMH a aussi opéré des mouvements de grève.

La campagne présidentielle est-elle marquée par une certaine violence ?

Oui, et c'est le troisième phénomène important qui explique ce classement. "Médiapart", "Le Canard Enchaîné", "Le JDD" ont reçu des balles dans des courriers et des menaces de mort explicites. Parmi ces journalistes, ceux qui avaient sorti des affaires étaient tenus pour responsables des difficultés d'un candidat du Parti Républicain. Tout cela est complètement inédit en France.

Cette parole des politiques, qui est relayée par les militants pendant les meetings, a connu une certaine impunité. A partir du moment où ces responsables politiques sont sans retenue, ils signent un blanc-seing pour la population à invectiver, critiquer et menacer les journalistes.

Quel parti politique s'est montré le plus violent ?

Le Parti Républicain avec des attaques verbales et physiques qui nous sont revenues à peu près deux ou trois fois par semaine, la plupart du temps dans les meetings, et une gradation au fur et à mesure que la campagne évoluait.

Le Front National qui était connu pour ce genre de problèmes a réussi à maintenir un semblant de calme hormis avec des rédactions qui sont visées comme Canal+, le Quotidien, Médiapart...

Au sein de la gauche socialiste et Mélenchoniste, quelques attaques ont visé des journalistes, mais de manière ponctuelle.

Pourquoi le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ne figure-t-il pas en tête de classement contrairement aux pays nordiques ?

La Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark et les Pays-Bas ont des systèmes différents. Les journalistes ne subissent pas de pression politique. En Suède, où la situation était excellente et demeure bonne, des journalistes reçoivent des menaces de certains groupes extrémistes. Mais ce sont des situations ponctuelles, ce n'est pas un climat. Les seize premiers pays du classement ne connaissent pas les problèmes de concentration que connaît la France et qui s'accroissent depuis quelques années.

Aujourd'hui, le journalisme d'opinion en France, ce sont quelques rédactions : "Les Jours", "Médiapart" et certains autres médias en ligne. C'est insuffisant.

Pourquoi la liberté de la presse se dégrade-t-elle particulièrement en Europe ?

Enormément de pays européens connaissent des difficultés telles qu'on ne les imaginait pas. En Pologne, RSF est monté au créneau depuis quinze mois. Ce qui se passe là-bas ressemble étrangement à ce qui s'est passé en Hongrie, quand Viktor Orban est arrivé au pouvoir en 2010. C'est-à-dire une attaque des institutions judiciaires, puis des médias publics avant de s'en prendre aux médias privés qu'on étrangle.